



FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

Montreuil, le 27 septembre 2017

POLITIQUE INDUSTRIELLE

ALSTOM/SIEMENS ...

QUITTE OU DOUBLE ?!

Le constructeur ferroviaire national ALSTOM se prépare à fusionner avec son principal concurrent allemand SIEMENS. Une opération capitalistique qui créera le numéro 1 du secteur ferroviaire européen, mais qui comporte un risque majeur de casse sociale pour les salarié-e-s. Quid de l'avenir de la filière industrielle Ferroviaire, et de la maintenance du Matériel ?

Y aura-t-il une influence française dans le nouvel équipement franco-allemand ou une perte sèche des savoirs et savoir-faire par dégraissage de l'emploi ?

Les exemples de fusions/acquisitions ne manquent pas, avec l'expérience de la fusion des géants cimentiers LAFARGE et HOLCIM et le spécialiste du parapétrolier TECHNIP qui s'est soldée par la prise de pouvoir total par le groupe étranger, sans se soucier de l'avenir des salariés du groupe français.

Bis repetita avec ALSTOM ! Car après avoir cédé ses activités « énergie » à l'américain GENERAL ELECTRIC et provoqué l'inquiétude légitime des salariés, ce fleuron industriel français fusionnerait donc avec son concurrent allemand ... dans le seul et unique but de provoquer sa chute !!!

Le Gouvernement s'est largement impliqué dans la manœuvre en provoquant les interventions des banques BNP PARIBAS et ROTHSCHILD, celle-là même où MACRON a été banquier d'affaires de 2008 à 2012 ...

Le plus dur sera de faire passer la pilule aux salarié-e-s et aux Organisations Syndicales !?

Après un changement de nom aussi soudain qu'INOUI, voilà que nous risquons de voir un TGV sous pavillon allemand.

Pour la CGT, cela n'est qu'un bradage d'une des dernières innovations industrielles et technologiques françaises majeures !!!

Les cheminot-e-s comme les métallos ne croient pas à la consolidation du secteur ferroviaire européen en réaction à la montée en puissance d'entreprises, tel le mastodonte chinois CRRC comme essaye de le faire entendre et croire la Ministre des Transports. Il s'agit là de la fragilisation du système industriel français dans son ensemble, et particulièrement dans la maintenance industrielle du matériel ferroviaire roulant.

Plus qu'une aubaine pour PEPY et consorts pour plaider en faveur de la cession de l'activité maintenance industrielle à un nouveau groupe mondialisé sur le point de tout avaler.



Depuis 2006, la SNCF n'a eu de cesse de céder aux industries privées des activités de maintenance ferroviaire. Cette politique a favorisé la destruction d'emplois, et s'est traduite par une baisse de 20% des effectifs en 3 ans dans les technicentres industriels. Cela a même accentué la mise en concurrence entre les cheminot-e-s des différents sites de maintenance.

POUR UNE VÉRITABLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

Cela fait maintenant plus de 14 ans que la Fédération CGT des Cheminot-e-s critique l'absence de politique industrielle dans les territoires et bassins d'emploi profitant à la fois aux salariés et au tissu économique local. C'est pourquoi, toute la CGT travaille en permanence sur les enjeux du renforcement et de la réindustrialisation du pays. Cette nouvelle annonce conforte la nécessité de mettre les salarié-e-s en capacité d'imposer une véritable politique industrielle créatrice d'emplois, d'avancées sociales et techniques.

Les questions liées à l'avenir industriel de notre pays sont au premier plan de l'actualité, au même titre que les ordonnances MACRON qui pèseront sur tous les salarié-e-s.

Les cheminot-e-s, sensibles aux actions de défense de l'emploi en général et de l'emploi ferroviaire industriel en particulier, mènent depuis plus d'une décennie des actions dans le but de convaincre qu'une politique industrielle est possible et nécessaire en France et en Europe.

Nous devons nous donner les moyens d'une ambition industrielle de qualité bénéfique à tous. Nous en avons les compétences (formation, expertise, savoirs et savoir-faire), les technologies (ingénierie, développement) et la capacité de production, le tout renforcé par un maillage ferroviaire unique en Europe.

Dans le but de protéger les salarié-e-s, et les intérêts de la Nation ; et pour un développement durable des services publics de transport ferroviaire, nous devons donc exiger qu'ALSTOM reste une société au service d'une politique industrielle et ferroviaire maîtrisée. Nous ne connaissons pas d'exemple où des fusions de capitaux ont créé des emplois et amélioré la qualité de vie et de travail des salarié-e-s.

L'habillage politico-médiatique « de la mariée » a été mis en scène dans le seul but de rassurer les salariés français. Le gouvernement exigeant du futur consortium ALSTOM/SIEMENS une clause de maintien des effectifs pendant quatre ans. Mais la parole des grands groupes n'engage que ceux qui la croient !

Le groupe américain GENERAL ELECTRIC avait promis de créer 1 000 postes en France après le rachat des turbines d'ALSTOM ... il en a déjà supprimé le double !!!

ALCATEL a subi une saignée avec l'annonce de 597 suppressions d'emplois en France, qui font suite à 400 autres depuis son rachat par le finlandais NOKIA en 2015, soit 1000 emplois de plus sur le carreau !!!

La Fédération CGT des Cheminot-e-s martèle que l'emploi industriel et cheminot doit être une priorité en France, afin de conserver et développer une activité de transport public ferroviaire.

C'est pourquoi, ensemble, nous devons accélérer la construction du rapport de forces nécessaire pour imposer d'autres choix au Gouvernement, au Patronat et à nos Directions.

